

15 décembre 2013

Budget carbone du Québec selon l'IRIS Quel danger de décroissance économique ?

Sur la base du concept de « budget carbone » bien vulgarisé, la brève note de recherche de l'IRIS ([Le budget carbone du Québec](#), décembre 2013) démystifie la bonne performance du Québec en termes d'émission de gaz à effet de serre (GES). Les émanations de GES québécoises par habitant, certes sensiblement inférieures à celles des États-Unis et du Canada, sont bien supérieures à la moyenne mondiale et même à celle de l'Union européenne. Surtout, nos émanations de GES sont bien au-delà de la quote-part québécoise qu'il faudrait respecter pour que le réchauffement climatique ne dépasse pas de deux degrés centigrades le niveau préindustriel (il le dépasse déjà de presque un degré). C'est, selon le GIEC, le seuil maximum à ne pas franchir (plusieurs scientifiques pensent qu'il serait plutôt de 1.5 degré) pour que les rétroactions ne créent pas un emballement incontrôlable qui pointe déjà le bout du nez sous forme de phénomènes climatiques extrêmes dont l'un n'attend plus l'autre.

Pire, le Québec s'éloigne chaque année du maximum auquel il aurait théoriquement droit et continuera de le faire même s'il respectait la cible gouvernementale d'une réduction de 25% des émanations de GES en 2020 par rapport à 1990, ce qui est loin d'être le cas. L'IRIS plaide pour une cible de 40%, soit le seuil maximum du rapport du GIEC de 2007 devenu un seuil minimum étant donné que le pire scénario alors prévu par l'organisme onusien a été dépassé et que les émanations mondiales de GES ne se réduisent pas. C'est aussi ce seuil que mettent de l'avant le programme et la plate-forme 2012 de Québec solidaire... même si la direction du parti n'en parle jamais publiquement, se contentant de défendre l'objectif du PQ (communiqués de presse du 2/10/13 et 8/11/13).

L'introuvable plein emploi écologique

Par contre, l'IRIS n'a rien à dire sur les moyens à déployer pour atteindre ces cibles, allant jusqu'à concéder au journaliste du Devoir la nécessité à court terme d'une « *décroissance économique* », que le journal s'empresse de souligner en sous-titre (Marco Bélair-Cirino, [Lutter contre les gaz à effet de serre — Un grand coup pour limiter les coûts](#), 12/12/13). Autant plaider pour un enterrement de première classe étant donné le chômage, l'inégalité et la pauvreté comme problèmes immédiats à résoudre et étant donné la peur que l'actuelle stagnation se transforme en crise à la grecque.

C'est le contraire qui est vrai : un tournant résolu et immédiat visant les objectifs du GIEC implique d'atteindre dans les plus brefs délais le plein emploi écologique et, en prime, la diminution du temps de travail et un renforcement qualitatif de la solidarité sociale. Cette révolution, car c'en est une, est porteuse d'un emballant projet de société propre à mobiliser la jeunesse et autres cœurs jeunes épris de liberté et de justice sociale et environnementale.

Le printemps érable a démontré le potentiel de ce déploiement d'énergie auquel il a manqué un relais syndical et populaire tué par le bureaucratisme des directions, par le consumérisme individualiste des dites classes moyennes et par l'isolement et la dépendance des plus pauvres. Pour compenser ces lourds handicaps sociaux, renforcés par un défaitisme générationnel, n'était pas au rendez-vous le phare d'un projet de société révolutionnaire porté par un parti crédible que pourrait être Québec solidaire. Ce projet s'avère le chaînon manquant reliant la nécessaire révolution écologique à la persistante aspiration à l'indépendance nationale du peuple québécois, alimentée par le chauvinisme et le mépris anglo-saxons, malgré son abandon de facto par le PQ qui, avec sa charte, lui a substitué le duplessiste identitarisme islamophobe.

Décroissance et croissance

La révolution écologique implique la destruction d'emplois nocifs et la création d'emplois nouveaux. La plate-forme Solidaire en donne le sens général :

« Québec solidaire entamera la diminution, voire l'élimination, des productions nocives, désuètes ou inutiles (p. ex. gaz de schiste, amiante, uranium) ; [10A]

« Québec solidaire favorisera la création et la croissance d'industries et d'infrastructures sociales créatrices d'emplois également accessibles aux femmes et aux hommes dans les secteurs qui respectent l'environnement et l'utilité sociale, notamment les services communautaires, l'agriculture de proximité, le transport collectif et la construction écologique. » [10B]

Plus spécifiquement, la plate-forme Solidaire prône la décroissance suivante :

« Québec solidaire interdira l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et d'énergie nucléaire sur le territoire québécois ; [15C]

« Québec solidaire mettra en place une stratégie pour abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030 ; » [15D]

« Québec solidaire imposera des restrictions sur l'ensemble des projets de développement [immobilier], incluant ceux qui menaceraient les forêts urbaines ; [17A]

« Québec solidaire fixera un objectif minimal de 20 % d'aires protégées... » [17B]

Bien sûr, le compte est loin d'y être. Ces mesures ne sont que la partie visible de l'iceberg de la décroissance. On pense à l'industrie et aux services militaires et sécuritaires, publics et privés, lesquels s'alimentent de l'enveniment des contradictions sociales au point de devenir l'emblème d'une société alternative d'extrême droite. On pense au secteur de la publicité et du marketing essentiels à l'entretien du consumérisme et donc à l'hypertrophie du transport des marchandises. Que dire de l'industrie de l'automobile et consorts dont l'énergivore possession individuelle cause l'étalement urbain, la plaie des *macmaisons*, la disparition des meilleures terres agricoles et en rajoute à l'hypertrophie des transports tant des marchandises que des personnes. Idem pour l'enflure du secteur commercial et surtout de celui des finances sans compter la croissance exponentielle du secteur légal, corollaire de la multiplication des contrats et de l'extension de la criminalité. Combien de gadgets et surtout de produits à obsolescence planifiée produit le secteur manufacturier, le tout amplifié par la mode (sexiste) et la nouveauté factice ?

Il est possible que la majorité des emplois existants soient socialement et écologiquement nuisibles. Voilà une question à explorer par l'IRIS et ses commanditaires tout comme la quantification du potentiel de création d'emplois verts et son coût. Car d'autres secteurs nécessitent une croissance importante et souvent fulgurante. La plate-forme électorale de Québec solidaire en identifie quelques-uns sur un plan que l'on pourrait qualifier d'écologisation des secteurs primaire et secondaire visant la transformation des infrastructures :

« Québec solidaire lancera un vaste programme d'efficacité énergétique, autant en ce qui concerne la rénovation des bâtiments existants que le resserrement des normes pour les nouvelles constructions et les procédés industriels. [15E]

« Québec solidaire développera un vaste plan de transport collectif à l'échelle du Québec... [16B]

« Québec solidaire encouragera le transport de marchandises par voie ferrée et par voie navigable... » [16D]

« Québec solidaire appuiera le développement de services de proximité en alimentation saine et de circuits courts de distribution des produits agroalimentaires locaux ; [1B]

« Québec solidaire mettra en place une politique de souveraineté alimentaire [...et] légifèrera pour affirmer la multifonctionnalité de l'agriculture... [2, 2A]

« Québec solidaire assurera dans le cadre de la régionalisation de l'économie que le traitement des minerais ou d'autres ressources (2^e transformation) et leur conversion en produits finis (3^e transformation) s'effectuent en bonne partie dans les régions où les ressources sont extraites... » [9D]

L'écologie féministe des services publics

Les propositions de création d'emplois touchent particulièrement les services publics lesquels sont implicitement écologiques. En creux, un service public ou privé, sauf exception, est moins énergivore que n'importe quelle industrie même la moins énergivore. Les services d'entretien et de réparations, habituellement privés, prolongent la durée de vie des biens matériels. La consommation d'un service personnel prend du temps habituellement peu propice à la consommation simultanée de biens matériels. En prime, ceux-ci créent souvent des relations sociales hors famille. Pensons aux salons de coiffure ou aux auxiliaires familiales. Les services habituellement publics, tels l'enseignement et les garderies, en plus de créer des relations sociales riches, produisent de la culture (connaissances, compétence, solidarité) qui arme l'esprit contre la consommation de masse et la société spectacle.

Last but not least, les services publics (et privés) sont particulièrement denses en travail féminin (et en socialisation de l'esclavage domestique). Leur promotion et valorisation ne peuvent que contribuer à l'égalité des genres que ce soit en termes de statut social, de salaire et de conditions de travail. La plate-forme de Québec solidaire revendique une forte bonification des services publics :

« Québec solidaire assurera à tous et à toutes une éducation accessible et gratuite tout au cours de leur vie. [...] bonifiera le Programme de mesures alimentaires en milieux défavorisés [...] favorisera le développement d'activités parascolaires et leur accès gratuit [...] réduira le nombre d'élèves par classe, embauchera du personnel professionnel supplémentaire en service direct aux élèves et encouragera la mise sur pied d'équipes d'intervention multidisciplinaires ; [...] bonifiera les ressources consacrés à soutenir le personnel enseignant et non-enseignant (accès à des services d'accompagnement et d'insertion professionnelle, à du perfectionnement, à du soutien psychoaffectif et psychosocial, etc.). [12, 12B, 12C, 13B, 13D]

« Québec solidaire développera le réseau des centres de la petite enfance (CPE) [...] à cet effet, Québec solidaire créera 40 000 nouvelles places en installation ; [19A]

« Québec solidaire réalisera la construction écologique de 50 000 nouveaux logements sociaux (publics, coopératifs ou communautaires)... [...] facilitera l'accès à la propriété individuelle et collective en région rurale, [22A, 22B]

« Québec solidaire poursuivra la réforme de l'aide juridique [...et] adoptera une politique globale en itinérance, incluant les autochtones en milieu urbain. [25, 26]

« Québec solidaire garantira des soins de santé et des services sociaux publics, universels, gratuits, de qualité et de proximité 24 heures sur 24, grâce à: un réseau complet de cliniques multidisciplinaires comprenant les CLSC renforcés ; un soutien à domicile élargi ; un médecin de famille pour chaque personne ; une sage-femme pour les femmes qui le désirent ; [28, 28A, 28B, 28C, 28D]

« Québec solidaire appuiera fermement les démarches des femmes autochtones du Québec [...] en haussant le financement des maisons d'hébergement pour femmes autochtones et des organismes venant en aide aux femmes victimes de violence ; [5C]

« Québec solidaire augmentera de façon substantielle le financement dédié à la réalisation de projets artistiques professionnels et appuiera financièrement le développement des pratiques artistiques alternatives et émergentes... » [7A]

Ajoutons à cette exigence de hausse qualitative des services publics, un rehaussement du salaire minimum, à environ 12.50 \$ l'heure [30], l'égalité en emploi [31], un renforcement des droits syndicaux [32], le renforcement des droits des travailleuses et travailleurs étrangers [21] et celui du régime public universel de retraite [24], et un revenu minimum garanti d'au moins 12 000 \$ [23] lesquelles revendications augmenteront le pouvoir d'achat socialement nécessaire. Cette augmentation s'applique encore plus, relativement parlant, aux peuples du Sud qui, de surcroît, ne sont pas historiquement responsables du niveau déjà atteint des GES dans la basse atmosphère. La croissance manufacturière qui s'ensuivrait ne concernerait pas ou très peu la consommation luxueuse fortement corrélée avec celle énergivore bien que le capitalisme ait aussi perverti la consommation populaire (malbouffe, gadget, obsolescence planifiée, carence de transport collectif) ce qu'il faut corriger par des moyens politiques.

Certes, toute production manufacturière, et le transport qu'il lui est inhérent, est énergivore en soi mais elle peut être plus que compenser tant par une forte décroissance ailleurs, comme on l'a vu, et une restructuration durable de la demande populaire que part un réaménagement en profondeur de la ville et de ses rapports avec les zones rurales. Conscient des lacunes de la plate-forme à cet égard, la commission politique du parti s'apprête à y remédier. Il serait question de densification des zones bâties, de protection des milieux humides et des terres agricoles, de ceinture verte et d'agriculture urbaine. Reste que la question cruciale en ce domaine demeure une politique de restriction puis d'interdiction de la possession de véhicules routiers individuels, compensée par une offre de transport public, y compris un service public de *communauto* électrifié. Autrement, le complexe auto-pétrole-bungalow, tel un Moloch, gobera sans coup férir toutes ces mesures vertes. Verra-t-on un pas en avant dans cette direction ?

Entre anticapitalisme et social-libéralisme, mon cœur antilibéral balance

En ignorant les « détails », dans lesquels se prélassent le diable, et quelques « oublis » gros comme le bras, on pourrait considérer l'orientation générale de la plate-forme électorale de Québec solidaire comme étant antilibérale. À l'heure où le mouvement étasunien pour un *living wage* décolle sur la base de la revendication de 15\$ l'heure, la revendication Solidaire pour le salaire minimum paraît bien modeste tout comme le niveau du revenu minimum garanti, plus bas que la prestation fédérale de base pour les personnes âgées sans autres ressources. La promotion de l'économie sociale, avatar néolibéral des services publics, et de l'aide aux PME n'aient pas sans faire tiquer. Et il y a ce malaise ressenti face au flou artistique de la formulation d'un grand nombre de revendications qui laisse la place à des interprétations à géométrie très variable.

Il y a pire, soit l'absence de toute politique de plein emploi et de son moyen phare, la diminution du temps de travail sans baisse de salaire et compensée par une embauche supplémentaire. Indispensable pour arriver au plein emploi sur la base de la décroissance, la baisse du temps de travail est au cœur de l'anti-consumérisme et du temps libre créatif et politique. Qu'un parti de gauche se disant écologiste cache ces revendications dans son programme, renonçant à en faire une politique pour l'immédiat, révèle quelque part une démission marquant une rupture avec une demande historique structurante du mouvement ouvrier. Accepter que la productivité du travail croisse plus vite que la baisse insignifiante du temps de travail, substantifique moelle de l'ère néolibérale, c'est concéder le terrain de la gouvernance sociétale à l'accumulation infinie du capital qui assaisonne la Terre-mère de ses déchets avant de la faire cuire. C'est capituler à la dictature du profit-roi.

Cette rupture historique est en syntonie avec le renoncement de la plate-forme à confronter le capital financier, état-major du capitalisme, pour lui arracher le contrôle des épargnes et investissements. Le programme, mais non la plate-forme, invite bien, « *afin de concurrencer les banques privées* », à « *instaurer une banque d'État, soit par la création d'une nouvelle institution, soit par la nationalisation partielle du système bancaire* » mais sans intervenir sur le droit régalién du capital financier à allouer les épargnes (profits des entreprises, surplus publics, épargnes individuelles) où qui bon lui semble que ce soit en placements ou investissements, à l'intérieur des frontières nationales ou à l'extérieur, dans un secteur (socialement utile) ou un autre (écologiquement nuisible).

Pourtant, l'expérience des Caisses populaires Desjardins démontre à qui mieux mieux que la concurrence mène à la normalisation capitaliste. C'est la même tendance avec Hydro-Québec, société d'État dans le domaine énergétique laquelle laisse tomber le bon marché relatif de ses tarifs pour les ménages afin de financer le déficit public, c'est-à-dire garantir la solvabilité du gouvernement auprès du capital financier, et baisser les tarifs des transnationales énergivores. En résulte que toute restructuration économique, et une réforme fiscale à l'avenant que prévoit la plate-forme, ne peut que s'autolimiter à l'horizon du capitalisme vert, pourtant proscrit par le programme mais non la plate-forme, sous peine de grève des investissements et de fuite des capitaux.

On peut cependant se dire que le développement de la lutte sociale aidant, répercuté à l'intérieur du parti par de vifs débats stimulés par une aile anticapitaliste conséquente laquelle n'existe pas

encore, ces défauts disparaîtraient. Le parti pourrait en venir à sortir du cul-de-sac de la stratégie purement institutionnelle de l'assemblée constituante électoraliste — il y faudrait trois rondes de votation mais aucune mobilisation de la rue sauf accessoirement — faisant fi de la répression fédéraliste qu'on sait capable d'occupation militaire du territoire québécois comme cela se fit en 1970 et partiellement en 1990. Il en viendrait à une conception lutte sociale de l'indépendance afin de non seulement sauver la langue mais aussi et surtout d'exproprier les banques et consorts. Ainsi se conjugueraient indépendance de classe, anticapitaliste, et indépendance nationale, libératrice. Une révolution des secteurs de l'énergie, des transports, du logement, de l'aménagement du territoire sans une révolution des rapports sociaux vers une démocratie intégrale basée sur la généralisation de l'autogestion et la planification démocratique de bas en haut, incluant la finance et les transnationales, est une contradiction dans les termes.

La course de la direction de Québec solidaire vers le centre... d'où s'éloigne le PQ

Un défaut qui ne saurait se corriger avec le temps, mais que s'envenimer, c'est la liquidation du sens potentiellement antilibéral de la plate-forme électorale pour lui donner un sens strictement social-libéral. C'est ce que fait systématiquement la direction nationale du parti par sa dite politique de communication (communiqués de presse, discours, déclarations publiques...) et, plus structurellement, par la réduction du travail du parti au travail électoral en diapason avec l'organisation du parti essentiellement en circonscriptions électorales. (Pour occuper les militantes préoccupées par la teneur du message politique, la direction du parti les fait carburger à la confection d'un programme dont le contenu influence à peine le message politique réellement existant. Le complexe processus programmatique, telle la toile de Pénélope, dure depuis des années et en durera plusieurs autres au point qu'il est prévu de réviser le programme inachevé.)

Sans système de presse propre sauf son site web et de très occasionnels documents à diffuser, donc dépendant essentiellement des grands monopoles médiatiques très concentrés au Québec, la direction du parti court après les vote en courant vers le centre. La tâche lui en est facilité par le continuel déplacement vers la droite de tout l'échiquier politique au point qu'après la charte des valeurs et la politique de bradage des importants surplus hydroélectriques à l'entreprise privée, avec un grand nombre de nouvelles subventions budgétaires et fiscales en rappel, on ne saurait plus prétendre que le PQ est de centre-droit sinon carrément de droite, discours compris. Ne reste plus à la direction de Québec solidaire que de tirer à boulets rouges sur les politiques péquistes tout en s'en démarquant marginalement sur la gauche (Voir sur mon site « [De l'émasclulation du programme au dérapage démocratique](#) », 26/11/13)

Pourquoi, par exemple, insister sur les nationalisations totales ou partielles du secteur énergétique et des autres ressources naturelles, le cœur de cette partie de la plate-forme, si on peut se contenter d'un discours lénifiant sur les redevances, la transformation des ressources et la protection de l'environnement et des droits autochtones ? Déjà que la plate-forme, dans son imprécision typiquement antilibérale, ne précise pas si cette nationalisation se fera avec ou sans compensation. Paradoxalement, ce marginalisme de gauche, mélangé à une large dose de consensualisme tout azimut, aboutit à dérouler le tapis aux manœuvres du PQ minoritaire au Parlement quoique la propension péquiste aux concessions à la CAQ ne le permette pas toujours. La direction solidaire n'arrive pas à faire son deuil d'une alliance avec le PQ malgré la décision de rupture du congrès.

Préparer l'avenir anticapitaliste

Faudrait-il faire semblant de se réjouir des résultats électoraux des élections partielles dans le comté de Viau au début décembre ? Sous toute réserve d'un très faible taux de participation électorale, en soi un signe de dépolitisation au moins conjoncturelle, Québec solidaire, malgré un recul de 10 points de pourcentage du PQ et de 9 de la CAQ, en grande partie dû à la charte des valeurs dans ce comté multiethnique mais pauvre et non anglophone, ne progresse, par rapport aux élections de 2012, que de 2 points de pourcentage, à peine plus qu'Option nationale, sans chef médiatique, qui progresse de 1.5 point de pourcentage. Même dans Outremont, le parti ne va

chercher que 14 des 37 points de pourcentage laissés par le PQ et la CAQ qui n'y présentaient pas de candidatures, Option nationale 5 points et les Verts 4 points.

Vivement un nouveau printemps érable avec les dents d'une grève sociale relayé au sein de Québec solidaire par un courant anticapitaliste qui ait une épine dorsale. Reste que la morosité présente de la lutte sociale n'est pas une excuse pour abandonner la critique ouverte et publique du biais social-libéral de la direction du parti. Cette critique est nécessaire pour entretenir la flamme anticapitaliste et pour éviter l'hégémonie sociale-libérale dans le parti qui pourrait devenir indélogeable malgré le retour d'un vent favorable.

Marc Bonhomme, 15 décembre 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca